

Non la lutte des classes et pour la défense de nos libertés ne sont pas des « chamailleries » !

Nous avons été scié-es ce matin en découvrant la vidéo de Macron souhaitant une bonne fête aux travailleurs et travailleuses.

Nous avons même cru à un gag, quand il semblait regretter les « 1^{er} mai parfois « chamailleurs ».

Parler de « chamaillerie » quand le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, la répression a fait 10 morts, dont 2 enfants, et que cela reste une date symbolique du mouvement ouvrier ?

Parler de « chamaillerie » quand ces dernières années, les manifestations du 1^{er} mai ont été noyées sous les gaz ?

Parler de « chamaillerie » quand des manifestant-es sont obligé-es de se réfugier dans un hôpital pour échapper aux tirs de LBD et aux grenades explosives comme en mai 2019 à Paris?

Non, la lutte des classes, la lutte pour une autre répartition des richesses, la lutte pour assurer la liberté d'expression et de manifestation ne sont pas des chamailleries, pas des jeux d'enfants, pas une « guerre des boutons »... Cette lutte fait des mort-es, des blessé-es, des mutilé-es !

Mais très vite, au fil de la journée, nous avons été rassuré-es, la vidéo de Macron n'était qu'une étape de plus dans un plan de communication de moins en moins efficace.

A Grenoble, à Saint Etienne, à Paris, à Montreuil, de nombreuses arrestations, parfois violentes, ont eu lieu ce 1^{er} mai : parce qu'ils/elles était dans la rue avec des pancartes ou des drapeaux, tout en respectant les « gestes de sécurité », des « manifestant-es » ont été interpellé-es...

Alors même que Marine Le Pen pouvait à Paris, sans souci, devant les caméras et sécurisée par la police, déposer une gerbe devant la statue de Jeanne d'Arc, des militant-es des Brigades de solidarité populaire qui distribuaient des biens de première nécessité à des personnes en détresse étaient interpellé-es par les « forces de l'ordre » en Seine saint Denis.

Cela s'inscrit dans la suite des interpellations et des mises en garde à vue, ces derniers jours, d'habitant-es qui avaient accroché des banderoles revendicatives à leurs balcons ou à leurs fenêtres.

L'Union syndicale Solidaires exige la libération et l'abandon de toutes les poursuites contre celles et ceux qui ont voulu exprimer leurs opinions et demander que soit abandonnée ces politiques qui privilégient les profits de quelques-uns au détriment de la population et de la planète !

Paris, le 1^{er} mai 2020